

Union soviétique sera un processus lent et fastidieux. On ne pose même pas l'inévitabilité du progrès. Dans son état actuel, le programme ne satisfait vraiment ni les dissidents ni les pays occidentaux. Pourtant, il constitue pour l'heure le meilleur parti qui s'offre aux démocraties occidentales. Il est plus réaliste, et plus moral, que toute autre solution avancée jusqu'à maintenant.

Critiques acerbes

L'utilisation de la détente pour améliorer la situation des droits de la personne en Union soviétique a fait l'objet de critiques sévères de la part des commentateurs occidentaux et des dissidents soviétiques. Paradoxalement, on l'a dénoncée soit parce qu'elle n'était pas suffisamment réaliste, soit parce qu'elle ne s'inspirait pas suffisamment de principes moraux (et, à l'occasion, pour l'une et l'autre raison). Ces deux thèses ne sont pas toujours compatibles, mais elles servent à justifier la même fin puisque dans l'un et l'autre cas l'objectif ultime est de subordonner le progrès de la détente au respect préalable des droits de la personne.

L'argument "réaliste" veut que les gouvernements qui ne respectent pas les droits de leurs propres citoyens ne respectent pas plus les droits d'autres nations et ne peuvent donc être des parties fiables à un accord international. Ainsi, une politique de détente à l'endroit d'un gouvernement soviétique répressif n'est pas de la bonne *Real politik*. Comme le faisait valoir Andrei Amalrik dans l'édition du 3 février 1977 du *New York Times*, l'Occident ne pourrait jamais se sentir en sécurité s'il s'accommodait de la violence plutôt que de lutter contre cette dernière.

Cette position ne procède pas d'un sain réalisme politique. La *Real politik* postule que les accords internationaux ne reposent pas sur la bonne volonté mais sur l'équilibre des pouvoirs. Un tel équilibre existe aujourd'hui dans les relations Est-Ouest et la détente fonctionne strictement à l'intérieur de ses limites. C'est précisément ce qui restreint l'usage qu'on peut faire de la détente pour améliorer la situation des droits de la personne dans les pays de l'Est. Pour surmonter cet obstacle, il serait nécessaire de pousser la détente au delà des limites de la *Real politik*. En proposant d'aller dans la direction opposée, Amalrik va à l'encontre de son propre objectif.

On critique également la détente pour des raisons d'ordre moral. On prétend que les démocraties occidentales ne devraient pas conclure d'accords avec les États répressifs, car ce faisant, ils cautionnent l'immoralité et contribuent ainsi à saper les principes mêmes sur lesquels repose la démocratie. Dans une déclaration dramatique avertissant des dangers de signer la déclaration d'Helsinki, Alexandre Soljenitsyne a prétendu qu'à la suite de compromis répétés

avec l'Union soviétique, l'Occident était déjà sur la voie du déclin. Depuis la Seconde Guerre mondiale, a-t-il déclaré, il n'y a eu que "déclin, une chute libre, rien d'autre qu'affaiblissement et décadence" (*New York Times*, 22 juin 1975).

Cette ligne de pensée n'est pas plus constructive que la première. Les négociations entre les puissances occidentales et l'Union soviétique ont suivi les voies traditionnelles de la diplomatie internationale, aux termes de laquelle des accords sont conclus pour des motifs strictement pragmatiques entre États ayant des régimes politiques différents. Certains des accords entre l'Est et l'Ouest ont été bons, d'autres mauvais, mais Soljenitsyne exagère grossièrement lorsqu'il peint un sombre tableau de l'Occident en déclin. D'ailleurs, ses prédictions seraient plus susceptibles de se réaliser si, en réaction à la menace communiste, les puissances occidentales avaient abandonné le pragmatisme et s'étaient lancées dans une contre-croisade idéologique. Notre système aurait alors ressemblé davantage au régime soviétique et les fondements de la démocratie auraient pu être affaiblies.

Courant moraliste

Il existe effectivement dans la tradition politique anglo-américaine un fort courant moraliste. On a pu le constater de nouveau, lors des dernières élections présidentielles américaines, dans les plates-formes adoptées par le gouverneur Ronald Reagan et le sénateur Henry Jackson. Tous deux ont dénoncé comme immorale une politique de détente fondée sur l'équilibre des pouvoirs. Et pourtant, l'insistance avec laquelle ils exigeaient que la question des droits de la personne soit partie intégrante de la détente Est-Ouest montrait de façon non équivoque qu'ils s'intéressaient d'abord et avant tout à la détente. Plutôt que d'utiliser cette dernière pour promouvoir les droits de la personne, il semble qu'ils essayaient d'exploiter la question des droits de la personne pour saborder la détente entre l'Est et l'Ouest.

Quant aux critiques de la détente formulées par les dissidents soviétiques, elles s'inscrivent paradoxalement davantage dans la tradition politique russe que dans celle de l'Occident. La très grande propension de ces dissidents au sacrifice ressemble au comportement des révolutionnaires devant le despotisme des tsars. Leurs condamnations moralistes de l'Occident font écho à la désaffection qu'affichaient les slavophiles du XIX^e siècle à l'endroit du "mercantilisme et de la diversité sans objet" de l'Occident. Leur "tout ou rien" reflète la tendance russe traditionnelle à l'extrémisme politique. Nous ne pouvons accepter, dans notre intérêt comme dans le leur, ces conseils teintés de désespoir que nous donnent les dissidents.